

PREMIER DE L'ABONNEMENTS  
Edition Quotidienne

Le Numéro



Cinq sous

PREMIER DE L'ABONNEMENTS  
Edition Hebdomadaire

# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 18 NOVEMBRE 1911

85ème Année

## "C'est la faute à personne"

Paris, 5 novembre.

L'accord franco-allemand est conclu. Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable. Il est conclu et il sera publié demain. Il se composera de deux textes, l'un qui permet à la France d'instituer au Maroc son protectorat, l'autre qui cède à l'Allemagne une partie du Congo français.

Le sentiment public n'est pas rebelle à la satisfaction de voir s'élargir l'Empire français de l'Afrique du Nord. Il est, par contre, très vivement touché du regret d'abandonner à une puissance étrangère—et plus qu'à toute autre à l'Allemagne—des terres françaises, auxquelles s'attache le nom de nos meilleurs serviteurs—des terres que le pacifique héroïsme de Brazza avait incorporées à notre domaine et que peu à peu l'âme populaire avait enveloppées de la fervente tendresse qu'elle a pour le sol de France. Je ne suis pas un "colonial". Je ne suis pas de façon précise ce que veut dire que nous perdons, comparé à ce que nous gardons. Je vois bien que toute la pente de notre histoire préparait, depuis dix ans, cette perte. Je constate que notre pays la ressent douloureusement, tout en l'acceptant par nécessité.

Faut-il, comme tant d'autres, discuter une à une les clauses de ce traité? Dans l'instant qu'il vient d'être signé, je ne sais si je m'abuse en pensant qu'il y a pour la conscience française autre chose et plus à faire. La négociation actuelle n'est qu'un épisode dans le développement de notre diplomatie, un épisode qui ne pouvait guère être résolu autrement qu'il ne vient de l'être. Sa conclusion même est meilleure peut-être qu'on n'eût pu l'espérer, vu que le ministre allemand des colonies et son principal collaborateur ont donné leur démission, trouvant l'accord trop peu avantageux pour l'Allemagne. Le geste de M. de Lindquist et de M. Danckelmann sera invoqué par une certaine presse. C'est de bonne guerre. Nous pourrions, sans entrer dans cette polémique, de voir plus haut et plus loin?

Dans les heures critiques où les peuples, par des contrats soennels, modifient leur frontière ou agrandissent leur domaine, on aperçoit en raccourci les ressources qu'ils mettent au service de leurs intérêts, le but qu'ils assignent à leur activité et c'est une occasion d'éprouver à l'œuvre les systèmes gouvernementaux à qui incombe la charge de fixer ce but et d'utiliser ces ressources. C'est de cette occasion que je veux profiter.

Il n'est point contestable que l'établissement de l'autorité française au Maroc était hautement désirable. Le jour où le gouvernement de Charles X, à la veille de disparaître, a pris la décision clairvoyante qui nous a donné l'Algérie, il a tiré sur ses successeurs un billet à long terme, auquel tous devaient faire honneur: car il portait la signature de la France. Il n'appartenait aux régimes ultérieurs que de choisir les moyens, et c'est à ce choix qu'on les devait juger. Jules Ferry profita du congrès de Berlin pour prendre Tunis. L'opération, menée assez vivement, ne nous coûta que les sympathies, à ce moment bien tièdes, de l'Italie. Pour le Maroc, on est allé moins vite et par des sentiers plus abrupts. Céder le tiers du Congo au terme d'une conversation commencée sous la menace, était-ce la solution nécessaire? Ou au contraire pouvait-on l'éviter?

Voilà la grave question que l'esprit de parti ne se posera point, mais à quoi le pays doit répondre. Notre politique marocaine? Aujourd'hui, tout le monde en revendique le mérite. Quelle pitié cependant d'évoquer les phases par lesquelles elle a passé!

Au début, M. Delcassé, qui voyait grand—trop grand hélas!—et qui aimait les revues internationales autant que les revues navales, décide que la France, par son action autonome, va réformer le Maroc, l'ordonner, le contrôler. L'entreprise était d'envergure. Toutes les grandes puis-

ances en ont connu de pareilles. D'ordinaire, on procède par la force et on place les tiers devant le fait accompli. Le tout est de profiter des circonstances. Les circonstances n'étaient point défavorables. La guerre du Transvaal nous donnait les mains libres. La rancœur de Fachoda nous exaltait. M. Delcassé, pendant qu'on tentait l'aventure, et il entreprit de négocier pour acheter le Maroc à qui ne le possédait point.

Ce fut le grand dessein du siècle naissant. On commença par "désintéresser l'Italie"—ce qui se passa à Tripoli nous rappelle opportunément de quelle façon. On continua par l'Angleterre, et cette fois ce fut plus cher. Il fallut nous incliner à Terre-Neuve devant les prétentions britanniques. Il fallut sacrifier le magnifique défilé d'influence politique, économique et morale élevé en Egypte au profit de notre pays, par le lent travail de quatre générations. Cette fois nous payâmes les prix forts. Ce prix s'éleva, six mois plus tard, de l'accord franco-espagnol. Après avoir acheté un ours qui n'était pas à terre, nous cédions une partie de sa peau au chasseur castillan qui, de loin, suivait la battue. La politique coloniale ainsi comprise est un réseau d'hypothèques.

Du moins devait-elle avoir un mérite: éviter à notre pacifique république, tout engorgée encore de dreyfusisme, le risque extérieur. Or, étrange paradoxe, ce risque allait naître de cette politique même. La France, distribuant des pourboires de toutes mains, n'avait-elle qu'un des bénéficiaires naturels de sa libéralité. Et lequel? L'Allemand, c'est-à-dire celui qui, plus que tout autre, pouvait peser sur elle, lui rendre la vie intenable, celui aussi avec lequel il eût été plus facile de s'accorder: car il avait, vingt ans plus tôt, pris au Maroc une attitude favorable à la France qui aurait pu être invoquée comme un précédent. M. Delcassé n'y avait point songé. Ni M. Loubet, ni M. Combes ne l'avaient convié à s'en préoccuper.

Et voilà comme du marchandage, le pays fut précipité dans la crise. Ce fut Tanger. Ce fut l'explosion pangermaniste, la chute du ministre imprudent, frappant les innocents plus encore que le coupable, —douloureuse surprise qui eût été risible si moins d'humiliation ne s'y fût attachée. Du coup, et pour la seconde fois, voilà notre politique grevée d'une contradiction. Nous avions payé tout le monde, sauf le créancier le plus gênant. Nous avions annoncé une action isolée de la France au Maroc et, sur l'intervention de l'Allemagne, nous acceptions la formule internationale qui devait nous conduire à Algésiras. Rarement diplomatie marqua si peu d'esprit de suite.

La formule d'Algésiras nous sauvait la face. Mais elle nous installait dans une maison inhabitable. Il y a des choses qu'on ne peut faire que seul: par exemple, la police d'un immense empire.

Très vite, cette vérité se vengea d'avoir été méconnue. A côté de la besogne internationale que nous accomplissions consciencieusement et stérilement dans les ports, les nécessités nationales nous imposèrent des initiatives, qui n'avaient rien de commun avec les décisions de la conférence d'Algésiras. On tue Munchamp: nous occupons Oudjda. On massacre les ouvriers de Casablanca: nous nous installons dans la Chaouia. Dès ce moment, la marche sur Fez était dans l'air. Non point du tout que je doute du danger couru au printemps dernier par nos nationaux dans la capitale chrétienne. Mais ce danger devait fatalement surgir un jour et, dès lors qu'il surgissait, il déterminait notre action.

C'est dans ces circonstances, revenant au point de départ par une troisième contradiction, on s'est mis à causer avec l'Allemagne. On n'a pas osé tout de suite parler de compensations et on a inventé, —ce fut l'accord de février 1909,—la collaboration

de l'ordre est, de celles où il n'est point d'ordre sans autorité.

Le défaut d'autorité, c'est ce qui définit, quand on est seul, les manifestations, notre politique extérieure. Aux heures de crise, on trouve un expédient plus ou moins bon, plus ou moins ingénieux: acte d'Algésiras, accord franco-allemand de 1909, accord franco-allemand de 1911. Mais le plan logiquement suivi, pas de trace. On procède à l'inverse de la nature, par bonds successifs, par improvisations répétées. Circonstance aggravante: quand le pays est en présence d'une difficulté extérieure, l'armée et la marine sont toujours en proie à quelque malaise interne. Au moment de Fachoda, l'amiral Fourrier écrit que la flotte n'est pas prête. Au moment de Tanger, c'est le général André qui a désorganisé l'armée. Au moment d'Agadir, c'est la crise du haut commandement. De même que la diplomatie manque de coordination propre, de même elle n'est point coordonnée avec les forces nationales, qui sont son ressort et son âme. C'est l'attitude chronique.

Voilà le mal. Où est le remède? Si l'on a des républicains soucieux de justifier le régime qu'ils défendent, c'est à eux qu'il appartient de le révoquer. Aucun, jusqu'ici, ne paraît l'avoir trouvé.

UN DIPLOMATE.

Mais à peine cette collaboration annoncée, on a négocié—quatre ans—un accord qui n'est que le contraire de ce qu'on avait pu la travailler en secret. Ce sont les journaux les plus répandus, les journaux qui nous ont conté l'histoire de cette affaire. Ce sont les députés les plus radicaux qui l'ont préparée. Aucune des altitudes franco-allemandes qui devaient fonctionner au Maroc n'a vu le jour. Aucune des associations qui devaient se nouer au Congo n'a été viable. Ici, mieux encore, on a signé l'an passé un accord franco-allemand. Puis, cet accord conclu, les ministres mêmes qui l'avaient négocié ont oublié de le faire ratifier et leurs adversaires, ayant pris leur place, l'ont purement et simplement déchiré. Incohérence, pusillanimité, imprudence, cette opération est la synthèse des défauts qui ont, du premier jour au dernier, caractérisé notre politique.

Par une fâcheuse rencontre, cela se passait au moment où il allait falloir marcher sur Fez. L'Allemagne n'a pas voulu laisser passer l'occasion et elle a fait le coup d'Agadir. Le procédé, certes, manquait d'élegance. Mais ce fut un comble de maladresse d'en être surpris. Tout cela devait arriver et la diplomatie de la république avait fourni à celle de l'Empire les meilleurs de ses atouts. Cette fois, on n'a point hésité—et je ne dis point d'ailleurs qu'on ait eu tort—à aborder la définition des compensations. Seulement, à la contradiction nouvelle qu'impliquait cette décision, on a ajouté le désagrément d'entamer ce dialogue sous la menace.

Menace qui a duré: car, à l'heure où j'écris, le croiseur allemand est encore à Agadir, où, jusqu'à la dernière minute, sa présence a donné au désir allemand de causer avec nous une déplaisante allure de chantage.

Plus que les clauses de l'accord, comprend-on maintenant que j'aie tenu à en examiner la genèse? C'est cette genèse, en effet, mieux que le texte lui-même, qui permet de juger l'action extérieure de la France et c'est ce jugement qui est pénible à formuler.

Toute cette affaire marocaine, par la façon dont elle a été conduite, révèle un défaut de suite, un mépris des responsabilités, une imprévoyance des nécessités les plus évidentes, qui sont de graves symptômes d'incurie gouvernementale. Je n'attaque pas les hommes, bien que certains d'entre eux aient une lourde dette à payer. Mais que dire du régime qui a permis à un pays, soucieux encore d'agir en grande puissance, de suivre aussi passivement le fil de l'eau, se raccrochant parfois heureusement aux aspérités de la rive, mais subissant toujours les événements au lieu de les conduire, employant lui à tour les méthodes les plus opposées, n'allant jamais jusqu'au bout d'une route l'abord adoptée?

Faut-il croire qu'un sort malheureux ait pesé sur cette question? On voudrait le croire, mais comment? Prenez une autre affaire, celle de Fachoda. M. Hanotaux avait-il eu raison, avait-il eu tort de vouloir poser par le Haut-Nil le problème égyptien? Ce n'est pas ici lieu d'en juger. Mais qu'on ne voit que, bonne ou mauvaise, cette politique a été ruinée par l'abandon radical des idées dont elle s'inspirait. Le jour où le ministère changea? Entre deux cabinets qui se succèdent, aucune solidarité. Bien plus, une instinctive tendance les pousse à prendre le contre-pied les uns des autres. Séparés sur le terrain parlementaire, ils restent ennemis sur le terrain national. Et personne ne se soucie de leur rappeler qu'il y a des réconciliations obligatoires.

Ce pourrait être, ce devrait être le rôle du chef de l'Etat de maintenir et d'adoucir les transitions. Mais ce rôle, qui l'a rempli? Ce n'est point M. Loubet dans l'affaire égyptienne. Ce n'est point M. Fallières dans l'affaire marocaine. Personne, dans l'organisation actuelle, ne se sent responsable. C'est toujours "la faute à personne". Un pays, qui entend agir dans le monde, peut-il renoncer à cette direction dont ne saurait se passer la plus modeste affaire industrielle ou commerciale? C'est douteux. Il y a des nécessités qu'on ne peut pas négliger sans péril. La né-

## DEPECHEES Télégraphiques

**Un mois de détention.**  
Londres, 17 novembre.—Une dépêche spéciale de Berlin annonce que le Prince de la Couronne Frédéric Guillaume a reçu l'ordre de se soumettre à un mois de détention en raison du sentiment d'opposition qu'il a récemment manifesté en public contre le règlement effectué par le gouvernement dans la controverse Franco-Allemande à l'égard du Maroc.

Ce rapport n'a pas été directement confirmé.

**DRAME A VIENNE.**  
Vienne, Autriche, 17 novembre.—Le Dr Herbert Holzknecht von Hort, chef de bureau au ministère de la justice, a été tué hier soir par un de ses employés du nom de Mallovic. Ce dernier était follement amoureux d'une des filles de M. von Hort, laquelle, sur les conseils de son père, avait repoussé ses avances.

**Débarquement de marins français à Tien Tsin.**  
Londres, 17 novembre.—Une dépêche de Tien Tsin mande que des détachements de marins français et russes ont été débarqués aujourd'hui dans cette ville et ont défilé l'arme au bras dans les rues du quartier étranger.

**Les tribulations d'un maître d'école.**  
Lumber City, Georgie, 17 novembre.—Le professeur R. L. Moon, principal de l'école publique de cette localité a été grièvement blessé par un nommé D. Z. Willis, père d'un de ses élèves.

Le jeune Willis, ayant eu une conduite répréhensible, son professeur lui avait administré un châtiement corporel.

Ce matin, Willis, père, rencontrant le professeur Moon dans la rue, lui demanda les raisons de cet acte, puis sans attendre sa réponse le coucha en joue avec son revolver et lui tira trois balles dont deux l'atteignirent dans le corps.

Les blessures de Moon ne sont pas très dangereuses et l'on espère qu'il se rétablira.

## Tremblement de terre dans l'Europe Centrale.

Berne, Suisse, 17 novembre.—Une violente secousse sismique a été ressentie la nuit dernière en Suisse, entre 10,30 heures et onze heures. La première secousse qui de beaucoup a été la plus violente a été suivie par plusieurs autres choses le moindre intensité.

C'est dans les cantons de Berne et de Zurich, particulièrement dans l'Oberland bernois, que le tremblement de terre a été le plus violent.

Il n'y a pas eu de pertes de vies, mais on signale quelques dommages matériels. A Genève, un tramway plein de monde a déraillé à Zurich, le public dans les théâtres a été saisi de panique et s'est précipité dans la rue. Sous l'excitation du moment plusieurs femmes ont perdu connaissance.

Les habitants des villages au pied des montagnes ont évacué leurs maisons, et n'y sont rentrés que ce matin après s'être assurés que les fondations n'en étaient pas endommagées.

Des avalanches considérables sont détachées du sommet de principales montagnes.

Les secousses sismiques avaient une direction nord-sud.

Berlin, 17 novembre.—Le tremblement de terre de jeudi soir, qui a été ressenti dans toute l'Europe Centrale, a considérablement endommagé le château de Hohenzollern, situé sur les flancs du Zollerberg, près d'Hilchingen, Prusse.

Des statues de marbre ont été jetées à bas de leurs socles et de grandes fissures apparaissent dans les tours du donjon.

A Constance, grand duché de Bade, la flèche et la croix de la Cathédrale sont tombées. Une grande statue de la Germania qui ornait l'Hotel des Postes, a été précipitée dans la rue.

Dans le Wurtemberg, les secousses ont été très violentes.

A Ebingen cinq cents personnes ont passé la nuit en pleine campagne, autour de grands feux de campement.

Les communications par voie ferrée avec cette localité, sont interrompues.

Les tremblements de terre dans cette région sont excessivement rares, aussi la population a-t-elle été beaucoup plus effrayée que ce ne fut le cas dans un pays où ce phénomène est commun.

A Frankfurt plusieurs grands bâtiments ont été fissurés et quelques uns devront probablement être démolis. Les rapports de Strasbourg, Munich, Mayence et Mulhouse signalent aussi des dommages matériels. Près de Lautlingen un pont de chemin de fer s'est effondré. A Heidelberg il y a eu une panique dans un théâtre, mais fort heureusement personne n'a été blessé.

**Le procès de McNamara.**  
Los Angeles, 17 novembre.—La tâche de constituer le jury qui doit statuer sur le sort de McNamara, un des individus accusés d'avoir dynamité le bâti-

ment du "Los Angeles Times", se poursuit lentement. Cette affaire a commencé dans les premiers jours d'octobre et cinq jurés seulement ont été choisis jusqu'ici.

On espère que le jury pourra être entièrement formé avant le Nouvel An.

**Mort de B. Adoue.**  
Galveston, Tex., 17 novembre.—M. B. Adoue, président de la

## JETEZ LES YEUX SUR NOS VITRINES

123 pieds rue N. Remparts—150 pieds rue Iberville.



FRANCIS MAESTRI.




PAUL MAESTRI.

Nous prenons plaisir à attirer l'attention de nos nombreux amis et clients ainsi que du public en général sur les très Grand et Nouveau Stock Artistique et bien assorti de Meubles du tout dernier genre et de styles qui ne pourront manquer de plaire même aux plus difficiles. Tout ce que nous demandons c'est que vous veniez examiner nos marchandises et en voir le prix. Nous garantissons qualité et prix. Notre stock d'automne est extrêmement beau.

**FRANCIS AND PAUL MAESTRI FURNITURE CO.,**  
LE MAGASIN DE MEUBLES LE MEILLEUR MARCHÉ EN VILLE.  
AU Coin des Rues Remparts et Iberville.  
UN SEUL MAGASIN. LE GRAND. PANNEAU SUCCESSIONNEL

## C'est le Baker et il est Délicieux



Préparé par un procédé mécanique par les célèbres Pâtisseries de Choix de premier ordre, soigneusement mélangées, il est de la plus haute qualité, plein de force et véritablement pur et sain.

Vendu en boîtes en ferline d'un poids net de 15 lb., 14 lb., 12 lb. et 1 lb.

Brochure de Recettes de Choix Envoyée Gratuitement

**WALTER BAKER & CO. Ltd.**  
ETABLIS EN 1750 DORCHESTER, MASS.



**An Cycliste Français**  
Bicyclettes, Motocyclettes, Automobiles et Accessoires

**M. ZILBERMANN**

**924 RUE CANAL**  
PHONE MAIN 1781.

Bicyclettes pour enfants, demoiselles et grandes personnes, avec derniers perfectionnements, à des prix défiant toute concurrence. Nous réparons vos Bicyclettes à des prix raisonnables. Nous cherchons et dévrons vos Bicyclettes sans frais. Avant d'acheter ou de réparer, consultez-nous et vous serez satisfait.



**FARINE NAPOLEON**

Spécialement préparée pour l'usage des Boulangeries, faite avec du blé du Minnesota et ayant une force supérieure.

**Browder Frères Cie,**  
AGENTS DU SUD,  
No 314 RUE MAGASIN,  
NOUVELLE-ORLEANS, L.N.R.

Brewers' Association du Texas, et un riche habitant de cette ville, est mort à sa résidence ici, ce matin, d'une affection cardiaque. Il était à son bureau comme d'habitude jeudi.

M. Adoue résidait à Galveston depuis quarante ans. Il était né à Aurignac, France, en 1841, et vint juste avant la guerre à la Nouvelle-Orléans, où il demeura peu de temps.